



PRIMAIRES CITOYENNES

Les 9 et 16 octobre 2011
**DONNEZ UN NOM AU
CHANGEMENT**

lesprimairescitoyennes.fr

De quoi ont-ils peur ? Depuis le week-end dernier, la droite, emmenée par Jean-François Copé, Claude Guéant et Franck Louvrier, mène une campagne sans pareilles contre les Primaires citoyennes. « Je trouve, a rappelé Laurent Fabius, que les ministres qui ont beaucoup de choses à faire, sauver la Grèce, sauver l'Europe, diminuer le chômage, relancer l'investissement, devraient se concentrer sur ces problèmes-là, plutôt que sur les Primaires du Parti socialiste ».

« Illégalité », « fichage », des accusations sans fondements ont ainsi été lancées, jusqu'à cette sortie, mardi dernier à l'Assemblée nationale de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, déclarant qu'il y avait un « problème grave » avec les Primaires. Il n'y a pas de problème avec les Primaires, « c'est un vent de panique qui souffle sur la droite chaque fois qu'on parle de démocratie, pour nous, c'est naturel de donner la parole aux Français » a réagi la Première secrétaire du PS, rappelant que les socialistes étaient déterminés à mener cette bataille pour la démocratie jusqu'au bout. « Il faut comprendre que nous avons affaire à des spécialistes des fichiers qui raisonnent à partir de leurs propres turpitudes » a ironisé Alain Vidalies.

La droite a d'abord attaqué les Primaires en brandissant l'argument d'illégalité. « Nos primaires seront exemplaires et irréprochables, a répondu Harlem Désir, politiquement et juridiquement. Elles se feront sous le contrôle du gendarme des fichiers qui est la Cnil ». Le ministère de l'Intérieur a été consulté, comme la Cnil et le Conseil constitutionnel. « Pour l'instant

à part le petit cénacle de l'UMP, personne n'a trouvé à redire à l'organisation des Primaires », résume Alain Vidalies. Même Claude Guéant a bien dû avouer l'évidence : les Primaires sont légales.

On a entendu également l'argument du fichage, certains expliquant que ces Primaires seraient un moyen pour les élus socialistes de surveiller les employés et les fonctionnaires territoriaux. « C'est un mensonge, a qualifié Pierre Moscovici, pour décourager bon nombre d'électeurs de venir vers ces Primaires afin d'en réduire l'ampleur ». « J'espère qu'ils ne viendront pas regarder quels sont les fonctionnaires de leurs propres collectivités qui viendront s'exprimer pour le changement » a pointé David Assouline. Les fichiers de vote seront évidemment détruits. La Cnil nous laisse un mois, nous le feront dès la proclamation des résultats. Et en toute transparence en présence d'huissiers de justice.

Parallèlement à ces attaques, nous rencontrons des difficultés dans la collecte des listes électorales et dans la location de salles qui tiendront lieu de bureau de vote. Un certain nombre de départements, de villes traînent les pieds. Il y a donc manifestement une volonté de haut niveau de ne pas nous faciliter les choses sinon de les retarder.

Toutefois, ces barrières seront levées pour que les Primaires se déroulent dans les meilleures conditions possibles avec tous les militants socialistes associés à leur organisation et à leur réussite.

L'AGENDA

28 juin
► Ouverture des candidatures aux Primaires

13 juillet
► Clôture des candidatures aux Primaires

26-27-28 août
► Événement
Université d'été de La Rochelle



L'info en continu



Le Parti socialiste a reçu mardi une délégation du Parti social démocrate allemand conduite par Sigmar Gabriel, président du SPD depuis 2009.

Cette rencontre a donné lieu à la signature d'une déclaration commune par Martine Aubry et Sigmar Gabriel intitulée : « Plus de courage et de solidarité dans la crise - soutenons ensemble un gouvernement économique européen ». Ce texte sur la gouvernance économique « propose un chemin pour retrouver des équilibres financiers sans casser la reprise et l'emploi » a commenté la Première secrétaire du PS. « Nous avons beaucoup d'idées communes sur le développement de l'Europe, a déclaré le président du SPD, les gouvernements conservateurs sont aujourd'hui dans une tendance de renationalisation des politiques. Nous sommes pour un nouveau départ. Alors que les conservateurs privent les gens d'espoir, nous nous devons de leur redonner espoir ».

Réforme fiscale

AVEC SARKOZY C'EST LA RÉPUBLIQUE DES RICHES

La droite fait 1,8 milliard d'euros de cadeaux aux riches, avec la réforme de l'impôt sur la fortune.

Et c'est nous qui allons le payer.



Ensemble, construisons
le changement



parti - socialiste.fr

Un texte « *d'équilibre et concerté* » qui remplirait les objectifs de « *justice fiscale* » de « *compétitivité et d'équité économique* ». C'est ainsi que François Baroin, ministre du Budget, a qualifié la réforme de la fiscalité du patrimoine. Ce n'est pourtant pas ce que disent les chiffres. En permettant aux ménages les plus aisés d'économiser 1,8 milliard d'euros, soit plus du double de ce que coûtera la suppression du bouclier fiscal, cette réforme fiscale est véritablement un nouveau cadeau fait aux plus riches par Nicolas Sarkozy et l'UMP.

Sur les 560 000 détenteurs d'un patrimoine supérieur à 800 000 euros, qui payaient donc l'ISF, les 300 000 situés dans la première tranche (patrimoine compris entre 800 000 et 1,3 million d'euros) verront leur impôt purement et simplement annulé. Alors que la France traverse une crise économique sans précédent, que le pouvoir d'achat des Français régresse, que les finances publiques sont littéralement plombées par quatre années de sarkozysme, le gouvernement n'a pas d'autre idée que de faire des cadeaux aux plus fortunés.

Avec Sarkozy, c'est la République des riches.



L'info en continu

Pierre Moscovici, 16/06/11

Grèce

« Il ya plusieurs solutions. D'abord, continuer à donner de l'argent aux Grecs. Il faut envisager un partage de l'effort, c'est-à-dire, une restructuration douce de la dette grecque, mais pas de manière contraignante, en procédant par un échange d'obligations, qui permet d'allonger la dette, de faire payer en partie les acteurs privés sans pour autant remettre en cause leur situation financière. La vraie solution serait de mutualiser la dette grecque, mais malheureusement Nicolas Sarkozy s'y refuse, il manque de courage ».

Pascale Gérard, 16/06/11

Formation

« La proposition de loi UMP visant à abaisser l'âge légal de l'apprentissage implique de revenir sur la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.. On revient 30 ans en arrière. Au lieu de renforcer la place et le rôle de l'école, on dit aux jeunes en difficultés : puisque vous êtes en échec scolaire et que vous n'entrez pas dans le moule...au travail ! Mais avec quelle formation ? Pour quel avenir professionnel ? »

Guillaume Bachelay, Benoît Hamon, 17/06/11

Areva

« En décidant de ne pas reconduire Anne Lauvergeon à la présidence d'Areva, l'exécutif porte un mauvais coup à l'industrie française. Ce limogeage n'a pas de motif industriel. Au début du quinquennat, le pouvoir avait tenté de démanteler Areva au bénéfice de groupes amis dirigés par des amis. Anne Lauvergeon s'était publiquement opposée à cette tentative et remporté son bras de fer avec le chef de l'État. Il est évident qu'elle paye aujourd'hui sa résistance et son indépendance ».



« Le projet du gouvernement est tour de passe-passe qui consiste à supprimer 800 millions d'euros de bouclier fiscal pour en offrir le double en nouvelle ristourne aux plus riches à travers la suppression des premières tranches et la baisse des taux de l'ISF » ont calculé Michel Sapin et Pierre-Alain Muet. Avec cette somme nous aurions pu, par exemple, embaucher 66 000 enseignants...ce qui équivaut à l'ensemble des suppressions de postes depuis 2007.



L'ISF nouvelle formule va se traduire par une forte baisse des recettes dans les caisses de l'État (qui accusera 1 800 milliards de dettes en juin 2012). 1,8 milliard d'euros, c'est l'équivalent de 60 000 postes de policiers et de gendarmes. Le président de la République a donc choisi de faire ce chèque de 1,6 milliard aux Français les plus riches plutôt que de remplir ce qui était son objectif numéro 1 : la sécurité de tous les Français.



200 000 foyers disposant d'un patrimoine compris entre 1,3 et 2,5 millions d'euro auront une ristourne d'impôt de 1 500 euros. 46 000 foyers au patrimoine compris entre 2,5 et 4 millions d'euros auront droit quant à eux à 5 500 euros. C'est 160 000 euros de plus dans la poche des 19 000 foyers dont le patrimoine dépasse les 4 millions d'euros. Enfin, les 1 900 ménages les plus riches (plus de 17 millions d'euros de patrimoine) recevront eux un bonus de 370 000 euros. Au lieu de multiplier les chèques aux plus riches, nous aurions pu embaucher 70 000 infirmiers.

En 2012, Liliane Bettencourt paiera 4 fois moins d'impôt qu'en 2010. La femme la plus riche de France devrait ainsi être imposée à hauteur de 4 % seulement de ses revenus effectifs. Les 370 000 euros remis aux 1 900 ménages les plus riches auraient notamment permis

de financer le RSA de 67 personnes pendant un an. Ces 700 millions de cadeaux fiscaux auraient également pu financer la construction de 5 000 nouveaux logements sociaux, ou de 41 nouveaux collèges par an.

Justice fiscale et progressivité : le Parti socialiste propose une véritable réforme fiscale pour la France

Vers un impôt plus progressif, débarrassé des niches fiscales, plus simple, plus clair et plus juste. C'est ce que propose le PS avec la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu pour une plus grande progressivité, le prélèvement de cet impôt à la source (pour qu'il s'adapte plus rapidement aux évolutions de carrière et de vie), le plafonnement des niches fiscales, l'alignement de la fiscalité des revenus du patrimoine sur celle des salaires, une plus grande progressivité de l'ISF, etc.



DU 26 AU 28 AOÛT 2011

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE



Plus facile et plus rapide : inscrivez-vous en ligne sur parti-socialiste.fr/universite-dete

Bulletin d'inscription

Espace l'Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 26 août à 13 h

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

email

Tél

- Entrée simple : 50 € (hors repas, transport et hébergement)
- Entrée avec repas le samedi midi (buffet) : 58€
- Entrée avec repas du samedi soir (dîner servi assis et soirée festive) : 68 €
- Entrée avec les deux repas : 75 €

Total : €

Pour le co-voiturage et la réservation de la chambre d'hôtel, rendez-vous sur le site du Parti socialiste

Bulletin d'inscription à retourner accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2011 » 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Pour tout renseignement, s'adresser à Lunise Marquis au 01 45 56 75 18